

## BACCALAURÉAT 2013

## Les tricheurs ne seront pas graciés

**Le verdict de la commission ministérielle est tombé : il confirme l'échec à l'examen du baccalauréat des candidats auteurs de fraude et allège leur sanction qui passe de trois à une année d'exclusion. Des surveillants accusés de laxisme seront également sanctionnés.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point d'«amnistie» pour les 3 000 candidats au bac ayant fraudé. Après avoir maintenu le suspense, la commission installée par le département de Baba Ahmed rend ses conclusions.

Ses membres évoquent «une fraude massive» suite à des «perturbations» au cours de l'épreuve de philosophie dans 11 centres d'examen dans les wilayas d'Alger, Constantine, Oran, Aïn-Temouchent et Tlemcen. Conclusion : candidats et surveillants sont sanctionnés.

Après avoir évoqué une exclusion allant de trois à cinq ans, ladite commission revoit à la baisse cette durée. Les candidats sanctionnés écotent d'une année d'exclusion. Certains surveillants n'y échappent pas non plus.

Ladite commission évoque une «défaillance professionnelle» du personnel d'encadrement et charge les directions de l'éducation d'appliquer des sanctions sans en préciser la nature. Les candidats au baccalauréat concernés par l'exclusion recevront leurs relevés de notes et devront attendre la rentrée de 2014-2015 pour pouvoir repasser les épreuves.

Les membres de la commission ministérielle ont motivé leurs décisions par la prise en considération d'un «certain nombre de faits liés à la crédibilité de l'examen du baccalauréat, les circonstances dans lesquelles la fraude s'est effectuée et la préservation de l'avenir de nos élèves». Avant d'en arriver à cette conclusion, ses membres

avaient examiné des pièces à conviction, la commission a convoqué les chefs de centres d'examen, certains surveillants et des personnes susceptibles d'apporter un supplément d'information pouvant conforter la commission dans ses conclusions. Résultat de ses investigations : les troubles enregistrés dans les centres concernés ont été confirmés, ce qui, ajoute la commission, a favorisé la participation massive à la fraude «sans distinction possible».

Dans son rapport, ses membres ajoutent que «certains responsables au niveau des centres concernés ont été dans l'incapacité de maîtriser la situation, ce qui a permis aux candidats de communiquer entre eux, sous une forme ou sous une autre et de participer aux actes de fraude, et certains surveillants se sont montrés conciliants, voire laxistes avec les candidats fraudeurs de peur de représailles».

Les auditions des chefs de centres d'examen et de certains surveillants concer-

nés ont permis de conclure que «l'ensemble des candidats concernés au niveau de ces centres sont impliqués dans la participation à la fraude collective à l'épreuve de philosophie». Ces derniers, ajoute la commission, sont non seulement sortis des salles d'examen mais ont également recouru à la fraude «par toutes sortes de moyens».

En proclamant les résultats de la session 2013, l'Office national des examens et concours avait évoqué 3 000 cas de fraude et fait part de la décision d'exclure les auteurs pour une durée allant de 3 à cinq ans. Sous la pression des parents, le ministère de l'Education avait ouvert la voie aux recours tandis que les rumeurs sur une éventuelle amnistie des tricheurs avait fait vivement réagir la famille de l'éducation qui a appelé au maintien des sanctions au nom de la sauvegarde de la crédibilité de l'examen.

N. I.

## MOHAMED CHARFI À PROPOS DU MOUVEMENT DES MAGISTRATS :

## «Seul le Président décidera»

**Le bâtonnat et tous les corps, soit institutionnel ou juridique près la cour de Béjaïa, sont restés sur leur faim jeudi dernier, lors de la visite du garde des Sceaux Mohamed Charfi, en visite d'inspection dans la wilaya.**

Le ministre de la Justice a surpris plus d'un. Il n'a pas prononcé un mot dans une salle d'audience de la cour pleine à craquer, composée essentiellement d'avocats, d'invités et d'auxiliaires de justice qui l'attendaient depuis les premières lueurs de cette matinée caniculaire.

Dès son arrivée et accompagné par Hamou Ahmed Touhami, wali de Béjaïa et des responsables locaux de la justice, le représentant du gouvernement, s'est rendu aux tribunaux de Sidi Aïch et d'Amizour pour s'enquérir de leur situation des plus déplorable depuis plus de deux années, suite à leur saccage lors des manifestations populaires contre l'inflation des produits de large consommation survenue en janvier 2011.

Sur place Mohamed Charfi, a pris connaissance des mesures

arrêtées pour la reconstruction des quatre institutions à l'arrêt suite aux incidents, à savoir les tribunaux de Kherrata, Sidi Aïch, Amizour et l'annexe de Tazmalt qui nécessitent «une urgence impérieuse» pour être en harmonie avec les besoins des citoyens en matière de jurisprudence.

Le ministre a souligné au procureur général et au président de la cour de la wilaya de Béjaïa, la nécessité d'engager rapidement et conjointement les travaux de réaménagement de ces institutions judiciaires touchées lors de ces événements.

Le garde des Sceaux a insisté par ailleurs, sur la nécessité d'améliorer les conditions d'accueil dans les tribunaux et d'accorder la priorité aux dossiers urgents et d'accélérer le traitement des affaires, faisant part de la disposition d'identifier les mécanismes adéquats garantissant la transparence et l'équité des droits des personnes devant la jurisprudence nationale.

De retour de son périple l'ayant conduit d'Akbou, Amizour via Sidi Aïch au chef-lieu de wilaya, le ministre a relaté les missions du juge de la cour criminelle, sur les



Mohamed Charfi, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

activités et les affaires traitées par l'ensemble des tribunaux de la wilaya, avant de quitter la salle pour une virée dans les couloirs et les bureaux de l'institution en question, qui s'est dotée de grands moyens logistiques.

Le ministre de la Justice, s'est toutefois montré coopératif avec la presse, lors d'un petit point de presse organisé à la résidence d'hôte de la wilaya, quelques ins-

tants avant son retour vers Alger pour répondre à quelques questions posées, notamment sur l'affaire de Sonatrach pour laquelle il a confirmé l'existence d'une coopération internationale sur le dossier et que l'Algérie «a entièrement adhérente pour son jugement» avait-il déclaré.

A propos de l'information faisant état du mouvement des corps des magistrats et des procureurs

général, qui tarde à être publié, le garde des Sceaux est resté évasif. Il a répondu : «Tout le monde sait qu'à chaque fin d'année judiciaire, des juges et autres personnels sont soumis, soit à la retraite, soit à un mouvement d'une région à une autre, tout le travail est donc fait dans ce sens et soumis au Haut conseil de la magistrature, qui l'a bel et bien entériné d'ailleurs. Maintenant la décision revient au président de la République, qui est aussi le premier responsable du Conseil, d'annoncer officiellement les dispositions prises pour le compte des propositions formulées dans ce cadre des mouvements et des mises en retraite.».

Concernant la nouvelle loi portant sur la profession de l'avocat, qui a fait l'objet, selon le Ministre d'un large débat sur la forme et le fond pour qu'elle réponde mieux aux exigences de la profession et aux besoins de la société, M. Charfi, s'est félicité de l'adhésion «indiscutable» des deux Chambres (APN-Sénat) et de tous les partis politiques, y compris le PT avec lequel il a fait preuve d'indulgence lors de sa réponse.

Kamel Gaci

## CRISE EN ÉGYPTTE

## Le MSP avertit des retombées sur l'Algérie

**La crise en Égypte continue d'inspirer le MSP et bien d'autres partis qui essaient tant bien que mal de faire le parallèle avec la situation politique du pays que plus d'un qualifie de fermée, surtout avec la maladie prolongée du président de la République.**

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)- Le mouvement de Abderezzak Mokri ne cesse, en effet, de multiplier les initiatives à l'effet d'arrimer à sa cause d'autres partis et segments de la société civile à l'effet de condamner ce qu'il considère comme étant un coup d'Etat et un coup de grâce portés à la légitimité démocratique en Égypte avec tout ce que cela suppose, selon lui, comme conséquences sur le reste des pays arabes que l'on veut faire apparaître comme pas mûrs pour ce contrat social. Et de plaider pour un soutien actif et massif pour les

Frères musulmans et les citoyens qui maintiennent leurs sit-in sur les places égyptiennes. Avant-hier, à l'occasion d'une table ronde autour justement de la crise égyptienne, le président du MSP a soutenu que ce qui s'est passé le 3 juillet en Égypte avec le renversement de l'ex-président Mohamed Morsi est un tournant historique et concerne tous les pays du monde arabe. «L'interruption du processus électoral en Égypte est à valeur de fermeture aussi de l'horizon politique de par le reste du monde arabe», affirmera encore Abderezzak Mokri qui invitera à une large mobilisation des Algériens à l'effet de se tenir aux côtés des défenseurs de la légitimité populaire en Égypte. Et à Mokri de lire en ce coup de force un message clair à la jeunesse des pays arabes invitée à ne pas croire en la démocratie et que seules la force et la violence sont la solution pour imposer une telle option au détriment des autres. Tout le

contraire de ce que le contrat social que l'humanité, au fil de ses douloureuses expériences, suppose comme règles de gestion des affaires de la cité. Et pas que cela puisque ce putsch constitue un frein au développement et à la civilisation des contrées arabes. Pour Le président du RPR, ce qui se passe en Égypte s'inscrit en droite ligne de la logique du plus fort mange le plus faible, lui pour qui le coup d'Etat ayant eu raison de Morsi a été pensé par les Etats-Unis et les Européens, exécuté par les appendices locaux et financés par les monarchies du Golfe, faisant le parallèle avec ce qui s'est passé dans le pays au début des années 90.

Pour sa part, le secrétaire général du mouvement Islah considère que ceux qui ont exécuté ce coup d'Etat ont commis une «grande trahison» à l'encontre de leur peuple et de leur histoire». Djahid Younsi regrettera la position timorée de notre diplomatie, et

ce, malgré le statut de membre de l'Union africaine qui rejette tout coup d'Etat qui toucherait un de ses membres.

Tahar Benbaïbèche, du parti de Fadji El Djadid, s'interrogera si le but recherché à travers la destitution des Frères en Égypte, Nahda en Tunisie n'était pas de laisser la porte grandement ouverte aux Taliban, Boko Haram et autres El Qaïda. Et de toutes les interventions lors de cette rencontre, une s'est inscrite quelque peu en porte-à-faux avec le constat unanimement partagé. Celle du sociologue Zoubir Arous qui invitera les partis islamistes à revoir leurs discours et leur action politique. Lui qui considère que les données ont grandement changé, il exhortera le MSP et consorts de la mouvance islamiste à reconsidérer leur perception du fait politique et celle, donc, de la légitimité démocratique qui signifie la participation avec les autres et non leur exclusion.

M. K